



### **1. La crise est plus importante que celle de 1929**

La crise actuelle est plus importante que celle de 1929 car c'est aussi une crise du vivant. Elle fait remonter deux impensés : la nature et le lien social. Le modèle de développement est en crise et, en son cœur, le capitalisme. Mais l'économie, en soi, est plurielle. Elle a une dimension privée, une dimension publique et une dimension sociale. Cependant le libéralisme qui anime l'économie privée pénètre l'économie publique et l'économie sociale. Par contre, celle-ci se montre cinq fois plus résistante et résiliente que l'économie privée. C'est une « vieille » économie dont l'histoire remonte au 19<sup>e</sup> siècle. Régulièrement, elle est un incubateur d'innovations.



La crise du modèle dominant de développement vient du fait que nous sommes passés d'une économie de réponses aux besoins, donc d'une économie réelle, à une économie de réponses factices à des désirs qu'on sollicite. Une économie qui a pris des distances par rapport au réel concret pour s'engouffrer dans une économie qui tourne sur elle-même, qui produit pour produire et qui répond essentiellement aux diktats des

spéculateurs. Dans les années 1980, le mode de régulation mis en place pour la sortie de crise des années 1930 (le *New Deal* de Roosevelt) a été démantelé. Déjà il avait été ébranlé par le coup d'État au Chili (1973) qui avait permis au Golden boys de Chicago d'expérimenter leurs théories néolibérales. Puis les régimes Reagan (USA) et Thatcher (UK) l'ont sérieusement transformé en faisant en sorte que dorénavant les États se soumettent aux directives des poncifs économiques. Jusqu'à en arriver à la situation actuelle de la Grèce où le peuple est forcé d'avaliser des plans conçus par les banquiers et dessinés par eux-mêmes pour sauver leurs intérêts.

L'État social de Roosevelt mis en place pour sortir de la crise des années 1930 a été efficace dans l'organisation des services à la population et dans la constitution d'une certaine classe moyenne par une meilleure répartition de la richesse. Cependant, ce modèle avait deux faiblesses : d'une part, sa bureaucratie mettait à mal le lien social dans sa livraison des services; d'autre part sa technocratie monopolisait pour elle-même la définition des enjeux et l'identification des finalités de l'agir collectif. La démocratie n'était pas servie à souhait.

Il se trouve qu'en économie sociale, le lien social et la démocratie sont fondamentaux. Et très régulièrement des gens se sont engagés et s'engagent encore aujourd'hui pour développer des modes de production de biens ou de services qui répondent à des besoins

réels et qui intègrent ces dimensions de base. Deux exemples dans notre histoire récente du Québec l'illustrent bien: les garderies et les services pré-hospitaliers. Ce sont des milliers de femmes qui, à partir du début des années 1970, pour répondre à leur besoin d'émancipation, ont mis sur pied des centaines de garderies dont elles contrôlaient la gestion. Et plus tard elles ont réussi à faire en sorte que l'État en fasse une politique publique tout en s'assurant que le mode de gestion continue à être sous la responsabilité partagée des parents et des éducatrices. Un peu de la même façon ce sont les ambulancières et les ambulanciers qui finirent par doter le Québec d'un véritable service pré-hospitalier d'abord en revendiquant et en obtenant la professionnalisation du service par de la formation adéquate, en créant de multiples coopératives exclusivement dédiées à cette finalité et en marginalisant le secteur privé dont les buts étaient purement marchands.

Aujourd'hui l'État est en débat. Ses services également. Beaucoup de cet enjeu gravite autour de l'inadéquation du lien social. Cet impensé affaiblit l'État social.



Mais la crise du modèle dominant est aussi une crise de la nature. Toutes ses composantes sont affectées : l'eau, les cultures, l'alimentation, bref les écosystèmes essentiels. On se met à redécouvrir que les humains ne sont pas au dessus de la nature, mais qu'ils en sont plutôt le cœur et que les agressions qui sont portées à la nature finissent par les rattraper.

Nos capacités de produire sont immenses. Certains soutiennent qu'elles nous permettent de répondre aux besoins de 12 milliards de personnes. Or nous sommes 7 milliards. Et il y a des centaines de millions de personnes qui meurent de faim et n'ont pas accès à l'eau potable. Le modèle dominant de développement génère des inégalités volcaniques. En 1975, le rapport entre la rémunération des patrons et celle des travailleurs était de 40 pour 1; en 2005, il est de 400 pour 1, le même rapport qu'en 1929! Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) évaluait en 1998 à 40 G\$ les coûts annuels de santé et d'éducation de base pour les populations du Sud. Or, en Amérique du Nord, nous dépensions à l'époque 450 G\$ en publicité et 785 G\$ en dépenses militaires. Depuis ce temps, les dépenses en armement se sont multipliées par 7! La conférence de Rio+20 se tient dans un contexte très grave. Les chefs d'États en prendront-ils la mesure?

## **2. L'économie sociale au Québec et les Rencontres du Mont-Blanc**

L'économie sociale est importante au Québec : dans l'épargne et le crédit (Desjardins, fonds d'investissement des travailleurs, fonds de retraite, etc.); dans les assurances (SSQ, etc.); dans l'agriculture (70 % de l'activité relève de l'économie sociale); dans la culture (60 % des entreprises culturelles); dans les services de proximité, le logement social, les nouvelles activités touristiques, les coopératives funéraires (qui ont empêché une prise de

contrôle du marché par les entreprises américaines et qui maintiennent une pression à la baisse sur les frais funéraires, etc.). L'économie sociale est un géant économique (5 % à 20 % du produit intérieur brut selon les pays), mais un nain politique. Particulièrement au plan international.



C'est ce constat qui a conduit quelques dirigeants de l'économie sociale du monde à créer le Forum international des dirigeants de l'économie sociale et solidaire (FIDESS) autour d'un « Davos de l'économie sociale » que sont les Rencontres du Mont-Blanc. La première de ces Rencontres s'est tenue en 2004 et elle a été suivie aux deux ans de rencontres thématiques sur l'énergie, l'eau, l'agriculture et maintenant Rio+20. Le projet est de

devenir un acteur qui l'économie sociale sorte de la marge politique internationale. Aussi, ce Forum se veut un lieu de développement de projets communs. Comme l'est l'Association internationale du logiciel libre, née en 2007 lors d'une séance des RMB, ou le Regroupement des fondations de l'innovation et de la transformation sociale né de circonstances similaires.

Le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) est partie prenante de la dynamique des RMB. Son plan stratégique avait clairement ciblé RIO+20. Son positionnement a contribué à la définition de la thématique des RMB de l'automne 2011. Il s'est emparé du document des 5 chantiers et des 20 propositions présenté à Chamonix et qui est devenu la *Lettre aux chefs d'État*. Ce même document est au cœur de l'événement de cet après-midi. Il a fait l'objet d'un travail politique dans plusieurs pays.

### **3. Faire reconnaître l'essentiel de l'économie sociale**

Pour que l'économie sociale soit reconnue à sa juste mesure, il faut travailler tout à la fois de bas en haut et de haut en bas. Parce que pour contribuer au changement de modèle, l'en haut est structurant et l'en bas est innovant.

Dans tout ce débat l'économie sociale et solidaire porte des essentiels qu'elle doit faire valoir pour réussir à tutoyer l'économie privée et l'économie publique. Ces essentiels interrogent

- les finalités sociales;
- le contrôle démocratique;
- l'empowerment des parties prenantes des organisations;
- la constitution du patrimoine collectif;
- l'autonomie des acteurs.

Faire de l'économie sociale et solidaire c'est « s'associer pour entreprendre autrement » comme le dit si bien la professeure-chercheuse française Danièle Demoustier...

L'entrepreneuriat est pluriel (privé, social et public), mais le modèle actuel valorise uniquement l'entrepreneuriat privé. Il faut donc réguler l'entrepreneuriat pour en assurer la diversité.

Un défi pour l'économie sociale, c'est de sortir de la dépendance du financement étatique. Cela veut dire qu'elle doit s'engager dans des activités solvables, capables de générer le capital requis pour pérenniser l'entreprise. Cela veut dire aussi qu'il faut revendiquer, obtenir et consolider des financements hybrides pour les activités moins solvables : c'est le cas notamment dans le secteur de la culture ou de l'insertion. Ces financements hybrides demeureront quand même minoritaires puisqu'ils ne concernent que 10 % des entreprises d'économie sociale et que souvent ils ne dépassent pas 30 % du budget total. Comme dans le cas d'une entreprise d'insertion que je connais, Insertech.

Faire reconnaître l'économie sociale c'est la rendre visible, mobiliser les acteurs et travailler avec des pays convaincus comme la France, le Brésil, l'Équateur, la Norvège, etc. C'est le sens du travail de Rio. Mais il nous faudra faire encore plus. Y compris chez nous.

D'après mes notes  
René Lachapelle  
2012-07-30